

"La République c'est l'école pour tous. Soyons républicains jusqu'au bout !" (Michel Lussault, université d'été "Transmission des valeurs de la République")

Paru dans Scolaire, Péricolaire le samedi 11 juillet 2015.

Pour Michel Lussault, "il ne suffit pas de lever le drapeau pour que tout redevienne tranquille" et "il n'est plus possible de continuer avec 'un roman national' univoque, un 'catéchisme républicain'...." Le président du CSP (Conseil supérieur des programmes) a évoqué devant les 400 participants de l'université d'été consacrée, les 8 et 9 juillet, à la transmission des valeurs de la République, les contenus et finalités du nouvel enseignement moral et civique à l'École. Parmi eux, les représentants de toutes les ESPE (écoles supérieures du professorat et de l'éducation). Son discours a été particulièrement bien reçu bien qu'il n'ait pas hésité à bousculer quelques conservatismes : "Nous sommes dans des sociétés marquées par la mondialisation. (...) Nous avons essayé de restaurer auprès des élèves l'idée de complexité." Et, ajoute-t-il, "il n'y a de bon enseignement qu'incommodé" car il faut "apprendre à penser contre soi" et "aller là où on est le plus troublé" puisque "ceux qui remettent en question la société démocratique sont ceux qui ont horreur du trouble." Mais, reconnaît-il, "se confronter à l'altérité, c'est difficile !"

Et il revient sur le socle commun : "Définir une culture commune, ce n'est pas définir une obligation de penser. C'est définir un 'attracteur', quelque chose capable de faire converger tout le monde." Il ne s'agit pas de définir un "prêt à penser", mais au contraire de faire "le pari de l'autonomie, de la liberté de pensée", pour comprendre "ce que nous avons à vivre". Quant aux disciplines, elles ne sont que "des voies d'opérationnalisation du Socle", et leur somme ne constitue pas "l'objectif du collège". Michel Lussault va plus loin, "le Socle n'est pas disciplinaire. Lorsqu'on apprend quelque chose, on apprend toujours plus que ce quelque chose. Lorsqu'on a compris ça, les EPI sont un non-problème...".

Une progression en spirale

Dès lors, l'ambition de l'EMC n'est pas de documenter un domaine du Socle. C'est un enseignement à vocation transversale, qui concerne tous les domaines du Socle, c'est un véritable enseignement du CP à la Terminale. "Un enseignement intégré, car il reprend les mêmes entrées et les mêmes objectifs à tous les niveaux avec une "progression spiralaire (et non circulaire, car le circulaire tourne en rond)" et à tous les niveaux, la sensibilité, le droit et la règle, le jugement, l'engagement, et les trois valeurs insécables de la République, liberté, égalité, fraternité, cette dernière étant "peu travaillée". D'ailleurs, "il y a peu de fraternité en France." Contrairement à la liberté et l'égalité, elle ne repose pas sur des droits. C'est "l'une des valeurs les plus difficiles". Eric Favey, IGEN (inspecteur général de l'Education nationale, s'interroge : "Sommes nous capables de vivre

démocratiquement en commun ? Les valeurs, c'est ce qui nous lie."

Autre intervenant, Abdennour Bidar, chargé de mission "Pédagogie de la laïcité" au ministère, ajoute que "l'École est le creuset de recréation permanent de notre société. (...) la laïcité est la valeur fondatrice de notre contrat social." La loi de 1905 exprime un paradoxe qui n'est qu'apparent : séparer les églises et les religions de l'État, c'est "séparer pour rassembler"... l'ensemble des citoyens. Il propose "la poursuite du commun sans gommer les différences", d'articuler "l'indivisibilité de la République et la diversité de la société". Il définit "le Graal des sociétés multiculturelles", "le droit à la reconnaissance sans sacrifier l'indivisibilité."

Une éthique de la discussion

Pour Isabelle Saint-Martin, directrice de l'IESR (Institut européen en sciences des religions), l'un des objectifs de l'enseignement des faits religieux est d' "améliorer la connaissance de l'autre" et le "vivre ensemble" dans une société pluraliste et laïque." Et pour elle, "participer à un débat argumenté dans une société pluraliste", c'est développer "une éthique de la discussion". André Robert (Lyon-II), reprenant les propositions des ateliers, évoque la nécessité de "développer la pratique de la délibération" et de "savoir susciter la parole des élèves" pour une "formation au débat démocratique", ce qui suppose d'élaborer des catégories, l'incertain et le certain, le mensonge et le sincère, l'impossible et le possible, la mauvaise foi et la bonne foi, etc., mais aussi de définir des rôles, "le président, le rebondisseur, le synthétiseur, et celui qui garde la mémoire de l'ensemble du débat".

Françoise Moulin-Civil, rectrice de Lyon attire l'attention sur "le temps de la formation" qui est un "temps lent, souterrain, aux antipodes du temps de l'information", mais qui doit permettre de se prémunir "contre le sentiment qu'une priorité chasse l'autre, que nous serions toujours en retard et jamais en adéquation avec les besoins du moment". C'était en effet la fonction assignée à cette rencontre, tandis qu'Eric Favey y ajoute un appel à la coéducation, à la solidarité, à la coopération, à une "alliance des éducateurs", dans et hors l'École.

A noter qu'a été remise aux participants une brochure, "Laïcité = liberté", signée par J. Costa-Lascoux et Alain Mogniotte (directeur de l'ESPE de Lyon) pour le Centre Condorcet de Lyon.

Claude Baudoin pour ToutEducatif, Lyon